



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، أوامر ومراسيم  
قرارات، مقررات، منشور، إعلانات وبلاغات

ABONNEMENT ANNUEL	TUNISIE ALGERIE MAROC MAURITANIE	ETRANGER	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT  Abonnements et publicité :  IMPRIMERIE OFFICIELLE  7, 9, et 13 Av. A. Benbarek — ALGER Tél : 65-18-15 à 17 — C.C.P. 3200-50 ALGER
	1 an	1 an	
Edition originale —————	100 D.A.	150 D.A.	
Edition originale et sa traduction —————	200 D.A.	300 D.A. (frais d'expédition en sus)	

*Edition originale, le numéro : 2,50 dinars ; Edition originale et sa traduction, le numéro : 5 dinars — Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamation. Changement d'adresse : ajouter 3 dinars. Tarif des insertions : 20 dinars la ligne*

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS  
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES  
(TRADUCTION FRANÇAISE)

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur général à la Présidence de la République, p. 1228.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires politiques à la Présidence de la République, p. 1228.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département de l'inspection générale à la Présidence de la République, p. 1229.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires administratives et de développement local à la Présidence de la République, p. 1229.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires économiques, financières et de la planification à la Présidence de la République, p. 1229.

## SOMMAIRE (Suite)

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires agricoles, hydrauliques et d'environnement à la Présidence de la République, p. 1229.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires sociales, culturelles, d'éducation et de formation à la Présidence de la République, p. 1229.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département de l'équipement des infrastructures, de la technologie et de la recherche à la Présidence de la République, p. 1229.

## PREMIER MINISTERE

Arrêtés du 2 mai 1984 portant mouvement dans le corps des administrateurs, p. 1229.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 84-307 du 22 octobre 1984 modifiant et complétant l'article 4, modifié et complété, de l'ordonnance n° 69-89 du 31 octobre 1969 portant statut des officiers de l'Armée nationale populaire, p. 1231.

Arrêté interministériel du 1er octobre 1984 portant nomination d'assesseurs près les juridictions militaires, p. 1231.

Arrêtés du 1er octobre 1984 portant nomination de magistrats militaires, p. 1237.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur général, p. 1237.

Décret du 24 octobre 1984 portant grâce amnistiante à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, p. 1237.

Décret du 24 octobre 1984 portant mesures de grâce en faveur des moudjahidine et des veuves et enfants de chahid, à l'occasion de la commémoration

du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, p. 1238.

Décret du 24 octobre 1984 portant mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, p. 1238.

## MINISTERE DE LA CULTURE ET DU TOURISME

Arrêté du 24 mai 1984 portant proclamation des résultats des élections des représentants du personnel à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service, p. 1239.

Arrêté du 9 juin 1984 portant désignation des représentants de l'administration à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service, p. 1239.

MINISTERE DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'office national pour l'orientation, le suivi et la coordination de l'investissement privé national, p. 1239.

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études, p. 1239.

## MINISTERE DES INDUSTRIES LEGERES

Décision du 15 septembre 1984 portant approbation de la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie le 2 décembre 1982 par la commission de reclassement des moudjahidine de la wilaya de Blida, p. 1239.

## MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 24 septembre 1984 portant délégation de signature au chef de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports, p. 1240.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur général à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur général à la Présidence de la République, exercées par M. Ali Ammar Laouar, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires politiques à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, M. Ali Ammar Laouar est nommé chef de département des affaires politiques à la Présidence de la République.

**Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département de l'inspection générale à la Présidence de la République.**

Par décret du 21 octobre 1984, M. Ahmed Ounadjella est nommé chef de département de l'inspection générale à la Présidence de la République.

**Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires administratives et de développement local à la Présidence de la République.**

Par décret du 21 octobre 1984, M. M'Hamed Boukhobza est nommé chef de département des affaires administratives et de développement local à la Présidence de la République.

**Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires économiques, financières et de la planification à la Présidence de la République.**

Par décret du 21 octobre 1984, M. Ghazi Hidouci est nommé chef de département des affaires économiques, financières et de la planification à la Présidence de la République.

**Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires agricoles, hydrauliques et d'environnement à la Présidence de la République.**

Par décret du 21 octobre 1984, M. Kamel Hadjlat est nommé chef de département des affaires agricoles, hydrauliques et d'environnement à la Présidence de la République.

**Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires sociales, culturelles, d'éducation et de formation à la Présidence de la République.**

Par décret du 21 octobre 1984, M. Nadji Safir est nommé chef de département des affaires sociales, culturelles, d'éducation et de formation à la Présidence de la République.

**Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département de l'équipement des infrastructures, de la technologie et de la recherche à la Présidence de la République.**

Par décret du 21 octobre 1984, M. Abdelouahab Bennini est nommé chef de département de l'équipement des infrastructures, de la technologie et de la recherche à la Présidence de la République.

## PREMIER MINISTERE

**Arrêtés du 2 mai 1984 portant mouvement dans le corps des administrateurs.**

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Farida Affane est nommée en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée auprès du ministère de la justice, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Maâmar Amrouche est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 345 correspondant au 6ème échelon, de son corps d'origine.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Belkacem Baameur est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de la planification et de l'aménagement du territoire, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Abdelkader Belharet est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Ahmed Boubekeur est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 290 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Amar Boukabous est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Saïd Brahimi est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Benchohra Dahmas est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Bachir Hamitouche est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de la justice, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Djemaï Harrat est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Nassira Lebtahi est nommée en qualité d'administration stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Saliha Manseur est nommée en qualité d'administration stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Brahim Merlouli est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Zohra Ouchliha est nommée en qualité d'administration stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mabrouk Mohamed Lamine Saoudi est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Madjid Sid-Ahmed est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de la planification et de l'aménagement du territoire, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mohamed Silini est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mohamed Seghir Zeribit est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Lamine Abdesselam est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 15 décembre 1982.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mohamed Arab est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 14 janvier 1980.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Nasima Benhadid est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er mars 1984.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mme Mimi Chebout, née El-Mehdaoui est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er février 1984.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Dahbia Hameg est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er avril 1982.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Anissa Kebichi est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er octobre 1982.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mme Naziha Mani, née Belhamdi est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 15 mars 1983.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Zelikha Mezhoud est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er juillet 1981.

---

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mohamed Nadhir Sebaa est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 6 novembre 1983.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Alssam Cheurfa est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts, à compter du 1er septembre 1981.

M. Alssam Cheurfa, administrateur stagiaire, est placé en position de service national, à compter du 15 septembre 1981.

L'intéressé est réintégré dans ses fonctions, à compter du 2 novembre 1983.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Abdelaziz Amokrane, secrétaire général de commune, 5ème échelon, indice 420 est intégré dans le corps des administrateurs, à compter du 12 février 1984.

L'intéressé est rangé au 5ème échelon, indice 420 et dégage, à la date du 12 février 1984, un reliquat d'ancienneté de quatre (4) mois.

Par arrêté du 2 mai 1984, les dispositions de l'arrêté du 16 août 1983 relatif à la titularisation de M. Abdelkader Bouzidi, dans le corps des administrateurs, sont modifiées ainsi qu'il suit :

M. Abdelkader Bouzidi est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320, à compter du 20 juillet 1981.

Par arrêté du 2 mai 1984, les dispositions de l'arrêté du 23 octobre 1983 relatif à la titularisation de M. Hadj Kada Mekrelouf, dans le corps des administrateurs, sont modifiées ainsi qu'il suit :

M. Hadj Kada Mekrelouf est titularisé et rangé dans le corps des administrateurs au 5ème échelon, indice 420, à compter du 20 juillet 1982 et conserve à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 2 ans, 8 mois et 18 jours.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Ali Aït Ali Oudla est intégré, titularisé et reclassé dans le corps des administrateurs, toutes bonifications au titre C. membre de l'A.L.N épuisées.

M. Ali Aït Ali Oudla est promu par avancement à la durée moyenne jusqu'au 30 avril 1983, date laquelle il a été mis à la disposition du ministère des finances.

L'intéressé est rangé au 30 avril 1983 au 9ème échelon, indice 520 de l'échelle XIII, sans reliquat d'ancienneté.

Les dispositions du présent arrêté prises à titre de régularisation de la situation administrative de M. Ali Aït Ali Oudla, ne produisent aucun effet pécuniaire antérieur au 1er mai 1983.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 84-307 du 22 octobre 1984 modifiant et complétant l'article 4, modifié et complété, de l'ordonnance n° 69-89 du 31 octobre 1969 portant statut des officiers de l'Armée nationale populaire.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale,

Vu la Charte nationale, notamment son titre IV ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-4°, 5° et 10°, 151 et 152, 2ème alinéa ;

Vu l'ordonnance n° 69-89 du 31 octobre 1969 portant statut des officiers de l'Armée nationale populaire, modifiée et complétée, dans son article 4 par l'ordonnance n° 72-40 du 13 septembre 1972 ;

### Décète :

Article 1er. — L'article 4, modifié et complété, de l'ordonnance n° 69-89 du 31 octobre 1969 susvisée est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Art. 4. — Le corps des officiers comprend les grades suivants :

- aspirant ;
- sous-lieutenant ;
- lieutenant ;
- capitaine ;
- commandant ;
- lieutenant colonel ;
- colonel ;
- général ;
- général-major.

Le grade d'aspirant est réservé aux appelés du contingent et aux réservistes ».

Art. 2. — Les dispositions de l'ordonnance n° 72-40 du 13 septembre 1972 susvisée sont abrogées.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 octobre 1984.

Chadli BENDJEDID.

Arrêté interministériel du 1er octobre 1984 portant nomination d'assesseurs près les juridictions militaires.

Par arrêté interministériel du 1er octobre 1984, les officiers et sous-officiers de l'Armée nationale populaire, ci-après mentionnés, sont nommés en qualité de magistrats assesseurs près les tribunaux militaires pour l'année judiciaires 1984-1985.

MM. Mohamed Saïd Sellami  
 Chaâbane Ghodbane  
 Ferhat Ferrat  
 Khodja Medjdoub  
 Mekki Snoussi  
 Mohamed Berber  
 Ferhat Djerioul  
 Abdelkader Terbeche  
 Tayeb Dahmani  
 Larbi Nefla  
 Mohamed Saci  
 Ahmed Nezzar Kebaili  
 Larbi Alloua  
 Mohamed Cherif Laouar  
 Mohamed Arama  
 Mohamed Arhab  
 Ali Mallek  
 Ahmed Barka  
 Youcef Berradhia  
 Sid Ali Bellarbi Salah  
 Mohamed Kanoun  
 Abdelkader Baghdali  
 Mohamed Smahi  
 Boualem Nedjadi  
 Boumediène Benzohra  
 Fatah Keramane  
 Mohamed Boucelha  
 Arezki Benfella  
 Messaoud Lemouari  
 Slimane Merarheni  
 Abdelbasset Cherrak  
 Athmane Benali  
 Malek Saïdani  
 Mehenna Ferhah  
 Abdellah Bouabdellah  
 Abderrahmane Allili  
 Lazhari Chibani  
 Lounès Khoudi  
 Belkacem Chekiri  
 Sâadi Mezzar  
 Mustapha Berkane  
 Miloud Kaddouri  
 Merhoum Mefti  
 Amar Aït Abdellah  
 Hacène Laoufi  
 Abdelkader Chafaa  
 Mohamed Debbih  
 Abdesslam Touahria  
 Farid Kerri  
 Tahar Laassis  
 Saïd Djeddi

Mohamed Hacine  
 Brahim Batoul  
 Messaoud Ahmed  
 Youcef Louanchi  
 Sahnoun Fethallah Boutaleb Mohamed  
 AHCÈNE Soualmia  
 Abdelkader Terbéche  
 Djillali Hamadouche  
 Hamid Miloudi  
 Mohand Maghni  
 Ahmed Fouad Taleb Bendjab  
 Mohamed Messar  
 Abdelkader Selmi  
 Nourredine Mohamed Ben Ali  
 Abed Benamar  
 Kader Si Ali  
 Mohamed Sedira  
 Mateleche Haddefe  
 Ahmed Chaalal  
 Messaoud Bahri  
 Djâafer Boukersi  
 Mohamed Benchaa  
 Djamel Boukharfa  
 Djahid Belahouane  
 Ahmed Cheghib  
 Abdelaziz Krimi  
 Touhami Sebt  
 Abdeslem Nouahria  
 Abderrahmane Abdelmalek  
 Aïssa Hamichi  
 Rachid Hamdaoui  
 Abdelaziz Djafri  
 Abdeltif Fersadou  
 Abdelhamid Bensakhri  
 Ahmed Chibane  
 Ramdane Bellabès  
 Achour Zerbita  
 Messaoud Belaïd  
 Mahmoud Bensbaa  
 Mohamed Zerhouni  
 Djillali Midas  
 Mohamed Rochdi Bouhara  
 Mohamed Chall  
 Mohamed Sid Ali Tobok  
 Ali Foury  
 Mohamed Chabni  
 Abbès Sehalla  
 Aomar Benachour  
 Mourad Boudalla  
 Boukhemis Sbaghdi  
 Abdelghani Malti

Hadj Bouazza  
Ali Bouslama  
Abdeslam Slama  
Abdellah Bouchaïb  
Abdeslam Didi  
El Houari Maameri  
Ahmed Chemma  
Amar Merarda  
Boualem Ahres  
Abdeslam Boutella  
Abdelkader Khaloul  
Abiellah Benoudina  
Mehdi Mehenni  
Mokhtar Dergal  
Mohamed Ghomri  
Aïssa Negadi  
Salah Heddami  
Lahoucine Saad  
Menouar Abed  
Salah Slimani  
Djillali Drissi  
Abdelkrim Nador  
Mohamed Bounouar  
Samet Ghezzoul  
Chérif Mahmoudi  
Laid Khlat  
Saïd Benyoub  
Azzedine Guessoum  
Lazhar Zemoui  
Cheikh Bouzidi  
Mohamed Toufik Khelifi  
Nour Eddine Guenineche  
Abderrahmane Bouchareb  
Ahcène Manamani  
Lahouari Mellani  
Nouar Derar  
Messaoud Bouanik  
Saïd Daïmallah  
Tahar Houamria  
Mohamed Mohamed Ali  
Guermi Lachtar  
Younès Menasria  
Chabi Bentrad  
Mohamed Medjoub  
Azzedine Saïdoun  
Mohamed Brahimi  
Mohamed Benmares  
Abdelkrim Khelloufi  
Fouad Senhadji  
Azzedine Kheyyar  
Khaled Temmar

Rachid Boutarfa  
Nasr Eddine Hadjar  
Abderrahmane Benseghir  
Hacène Bouchaïb  
Mustapha Bellout  
Lakhdar Aïouaz  
Moussa Khelifa  
Cherif Bendjaballah  
Khaled Mahdi  
Châabane Bebouche  
Mohamed Lakhdar Smadi  
Mahfoud Litim  
Hacène Meskoul  
Rachid Bellarbi Salah  
Mohamed Koriche  
Salah Aouatta  
Mohamed Ferdi  
Abdelghani Lakhdar Habbèche  
Rachid Guettaf  
Rachid Abdesmed  
H'Mida Bennoui  
Benaïssa Hammadi  
Tahar Boudheb  
El Hadj Bentouati  
Cherif Aouachria  
Djamel Derradji  
Aïssa Atamna  
Mohamed Tayeb Koulali  
Tahar Mehenni  
Ahmed Allaoua  
Abderrahmane Kouldrat  
Othmane Madoun  
Tahar Abdaoui  
Nacer Khelaïfa  
Djahid Bourmouni  
Ali Boudjadja  
Amar Amrane  
Seddik Tolbi  
Djamel Mekhloufi  
Mohamed Cherif Layoune  
Mohamed Messaoudi  
Mabrouk Boumahra  
Abdelmalik Benmohamed  
Abdelkrim Malki  
Hocine Klouas  
Abdelaziz Bouchoucha  
Abdelkader Gheffari  
Ramdane Djemal  
Mohamed Soltani  
Laid Morso  
Mohamed Tarchaoui

Mohamed Benaziza  
Bendjelloul Mohamed  
Mohamed Ramdani  
Abdelwahab Djenane  
Mohamed Mouloud Touam  
Farid Bouaziz  
Abdelmalek Bouyoucef  
Abderrahmane Merabet  
Ali Assam  
Bencherki Ikhlef  
Mohamed Baziz  
Abdelaziz Remidi  
Abdel Aziz Aissaoui  
Amar Soualmia  
Yahia Kedim  
Mohamed Brahim  
Mohamed Ghanem  
Nour Eddine Saouli  
Lembarek Bordji  
Abdelkrim Merrouche  
Ahmed Bahri  
Mohamed Allache  
Djillali Hamadouche  
Youcef Boudghis  
Abdelkader Tadjeddine  
Tahar Medjadi  
Abderrahmane Mohamed  
Abdelkader Seddiki  
Boudjedra Larbi Ouis  
Rabah Khammal  
Smail Benmokhtar  
Kamel Azzouz  
Amar Boukhalfa  
Omar Boudjelal  
Saïd Boulouha  
Rachid Labreche  
Hadj Benchelil  
Belkacem Nouacer  
El Hamza Zennadi  
Ahmed Benhariga  
Hacène S.N.P.  
Slimane Khamri  
Mohamed Saïd Meghni  
Nour Eddine Menallah  
Mohamed Khelloufi  
Djelloul Hadj Cherif  
Saïd Kordeloued  
Abdelaziz Khelif  
Idir Aït Ahcène  
Djelloul Machou  
Abdellah Boudjellal

Miloud Nasri  
Salah Bechah  
Tahar Nedjar  
Mohamed Farhi  
Slimane Chouikha  
Tahar Ghouga  
Abdelhadi Allag  
Sâad Merzougul  
Abdelmalek Saoula  
Abdelkader Benameur  
Hadj Morrach  
Hadj Abssi  
Amar Kara  
Rabah Kheddache  
Mohamed Lahbib Mokrani  
Mohamed Sekrane  
Mohamed Amokrane Kasmi  
Fatah Fedaoui  
Salah Rouainia  
Saïd Maachi  
Abdelkader Bensaadoune  
Azzedine Bouhannache  
Larbi Kebbouche  
Benaïssa Cherif  
Belkacem Benhassen  
Saïd Dahmani  
Ahmed Aït Mesbah  
Mohamed Debbabi  
Mohamed Bahri  
Amar Bouzid  
Hacène Benmahdjoub  
Hadj Boudjelida  
Mohamed Hammani  
Badr Eddine Mahfoudi  
Rabah Farhi  
Hefayed Benkhedim  
Mokhtar Gherbi  
Noui Assadi  
Omar Hattabi  
Abdelhamid Saadi  
Abdellatif Ghermoul  
Salah Mehadjebia  
Lakhdar Bechaoui  
Djelloul Aberkane  
Saïd Brinis  
Moussa Rezzaz  
Laïd Tine  
Salah Boudelaa  
Abdelhamid Khennouchi  
Mohamed Djahmoune  
Ahmed Abdelmadjid



Mohamed Lotfi Kadada  
Belaïd Mazazi  
Miloud Rezig  
Abdelkader Bouzahaf  
Mohamed Mokrane  
Abdelkader Lebci  
Salah Ferrat  
Habib Taleb  
Ramdane Alalgula  
Belkacem Attou  
Ahmed Bennani  
Saïd Boufenaz  
Boutouchent Boukerch  
Abdeslem Lebbouch  
Ali Benzina  
Djillali Abarar  
Ahmed Bouras  
Azzedine Bensalem  
Hamza Aggoun  
Abdelkrim Alouane  
Nacer-Eddine Boukadjani  
Mohamed Abada  
Oulmi Djezzar  
Boudjemaâ Cheraga  
Slimane Meghrabi  
Mohamed Azzouni  
Makhlouf Abidat  
Moussa Aïchi  
Belaïd Boudani  
Maâmar Boukafel  
Sadek Boumenna  
Salim Bereghis  
Mohamed Dergal  
Khaled Hadj-Saddouk  
Maâmar Chida  
Salah Belaïdi  
Abdelkader Kouach  
Hocine Messoud  
Abdelaziz Bensoltane  
Oukacha Kaïd  
Abdelkader Mengouchi  
Hadi Traï  
Abderrahmane Bouregba  
Mustapha Bellache  
Mohamed Touhami Baghdad  
Abdesslem Bouhadjar  
Belkada Berrouachdi  
Mekki Ammar  
Hamid Ribouni  
Hamou Hassani  
Ramdane Boudib

Boubakeur Ghrissi Allaoua  
Abdelkader Ladhém  
Mohamed Benfdal  
Abdellah Rezgui  
Mohamed Bendellala  
Lakhdar Bouremal  
Abderrahmane Chahed  
Ahmed Nadji  
Abdelkader Ali Mohamed  
Cheikh Ben Messaoud  
Miloud Houchdi  
Hanafi Benbouaziz  
Arezki Bensalem  
Abdelkader Zagoug  
Maâmar Bouguenina  
Mohamed Bachir  
Mansour Derere  
Lakhdar Boureguieg  
Mesbah Taïf  
Cheikh Atbi  
Mohamed Lataoui  
Saâd Bouremila  
Madani Himouri  
Ali Abdellaoui  
Abdellah Yousfi  
Djamel Abdelmadjid  
Djillali Benhammar  
Mohamed Bouchoucha  
Brahim Hamis  
Aïssa Khaddem  
Ahmed Ben Amer  
Abdelmadjid Freni  
Brahim Ouarghi  
Ancène Allat  
Salah Bouchicha  
Mohamed Salah Yahiaoui  
Mohamed Abdou  
Mustapha Meridji  
Khelifa Kerliche  
Abdellah Bouhbila  
Abderrahmane Bendjamaa  
Amar Berrahia  
Hafnaoui Bouazouz  
Youcef Harlati  
Bouzid Dridi  
Abdelhamid Nouar  
Mohamed Tayeb Messai  
Amor Bouziane  
Tayeb Amireche  
Foudil Attarsia  
Abbès Bendala

Ayad Ayadi  
El Hadi Hadri  
Mohamed Benameur  
Belkacem Bourégaa  
Rabah Lamda  
Saïd Belghoul  
Abdellah Yaagoub  
Larbi Benkemchi  
Salah Benmoussa  
Larbi Bouchiha  
Khemissi Boudène  
Abderrezak Djaouti  
Hocine Boucharbot  
Ali Derghoum  
Rebaï Aoulmi  
Ahmed Ghalleb  
Ali Ayadi  
Nouar Haouam  
Ahcène Boulmis  
Lahcène Reggad  
Ammar Slimani  
Abdelkader Achar  
Ahmed Bezza  
Idir Himen  
Mohamed Lakhdari  
Hocine Zaïdi  
Mohamed Cherif Boudraa  
Ramdane Azzouz  
Belkacem Guendoul  
Abdelmalek Bahl  
Ammar Hellal  
Mohamed Talbi  
Ahmed Bouamani  
Ahmed Labreg  
Kadda Benfetta  
Mohamed Kaddour  
Messaoud Haitoussi  
Mohamed Boulahlib  
Abdelkader Haddad  
Ahmed Omrane  
Mohamed Zerouali  
Abdelkader Bennacer  
Abderrahmane Belfeddai  
Hadji Aïssaoui  
Abdelkader Addai  
Mohamed Boutrad  
Hocine Gherib  
Mohamed Haddad  
Kouider Khattou  
Hachemi Toumi  
Mimoun Amari

Ahmed Ferdi  
Ali Affaïa  
Miloud Kaddour Bencherif  
Bouamoud Bensâad  
Ammar Habès  
Mounir Benguedih  
Mekki Bouzoubia  
Saïd Boufenaz  
Ali Belghouti  
Salah Chabi  
Miloud Chebab  
Kouider Dîlmi  
Laïfa Akermi  
Nour Eddine Boulechfar  
Mohamed Bendjaoui  
Salah Bou Aroudj  
Djelloul Belmiloud  
Abdelkader Benbarek  
Ali Bouabdellah  
Sâad Berakena  
Bilal Benfetima  
Mohamed Bouchelaghem  
Mohamed Redjaïmia  
Abdaka Laroui  
Achour Atmani  
Boudjemâa Achouri  
Lâamari Djellouli  
Abdelaziz Taguïda  
Sâad Teffahi  
Kaddour Bouchama  
Abdelaziz Boucetta  
Abdelhafid Chihaoui  
Abderrahmane Lalmeche  
Amar Aïdel  
Abdelhamid Zouainia  
Messaoud Himeur  
Nacer Eddine Bouguetala  
Salah Guedrez  
Azzedine Houfani  
Brahim Lakraoui  
Bachir Aldoudi  
Mohamed Djemaï Bouzid  
Nouar Oulebsir  
Smaïl Kedjbour  
Abdelhak Bioud  
Nour Eddine Deffous  
Mohamed Salah Bendria

**Arrêtés du 1er octobre 1984 portant nomination de magistrats militaires.**

Par arrêté du 1er octobre 1984, le Lieutenant Mourad Zemirli, matricule 83.150.51407, est nommé procureur militaire de la République adjoint près le tribunal militaire d'Oran, à compter du 1er octobre 1984.

Par arrêté du 1er octobre 1984, le Lieutenant Mohamed Zemahri, matricule 83.230.00825, est nommé juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida, à compter du 1er octobre 1984.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur général.**

Par décret du 21 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur général au ministère de la justice, exercées par M. Ahmed Ounadjella, appelé à d'autres fonctions.

**Décret du 24 octobre 1984 portant grâce amnistiante à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 111-13° ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature ;

Sur proposition du ministre de la justice,

### Décète :

Article 1er. — Des mesures de grâce amnistiante sont édictées à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution, dans les conditions définies par le présent décret.

Art. 2. — Bénéficient d'une grâce amnistiante et sont réhabilités, à titre posthume, les personnes dont les noms suivent :

— Chaabane Mohamed, dit Chaabani, condamné à mort par la Cour martiale le 3 septembre 1964, exécuté le 3 septembre 1964.

— Laredj Djelloul, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Oran le 11 février 1964, exécuté le 11 juillet 1964.

— Oukrif Bachir, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 25 juin 1964, exécuté le 11 juillet 1964.

— Chemmam Mohamed, dit Moh-Chérif, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 21 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

— Moulay Mostéfa, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 21 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

— Miaouat Abdelaziz, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 21 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

— Kassouri Mohamed, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 21 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

— Khachouche M'Hamed, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 24 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

Art. 3. — Bénéficient de la grâce amnistiante et sont réhabilités, à compter de la date du présent décret, les personnes condamnées à la peine de mort dans les affaires ci-après :

— affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire siégeant à Alger en date du 10 avril 1965,

— affaire d'attentat et complot contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 23 juillet 1969,

— affaire d'attentat et complot contre l'autorité de l'Etat ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 6 août 1969.

Art. 4. — Bénéficient de la grâce amnistiante et sont réhabilités, à compter de la date du présent décret, les personnes condamnées à des peines d'emprisonnement ou de réclusion criminelle dans les affaires ci-après :

— affaire d'association de malfaiteurs, tentative d'assassinat, détention illégale d'armes et de munitions de guerre, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Oran en date du 11 février 1964,

— affaire de tentative d'assassinat ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger en date du 25 juin 1964,

— affaire d'atteinte contre l'autorité de l'Etat, d'association de malfaiteurs et de détention d'armes et de munitions, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger en date du 21 août 1964,

— affaire de meurtre et d'attaque à main armée, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger du 24 août 1964.

— affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour martiale siégeant à Oran en date du 3 septembre 1964,

— affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger en date du 10 avril 1965,

— affaire d'association de malfaiteurs et tentative d'assassinat, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 7 avril 1969,

— affaire d'attentat et complot contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 23 juillet 1969,

— affaire d'attentat et complot contre l'autorité de l'Etat, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 6 août 1969.

— affaire de tentative d'homicide volontaire, rébellion contre l'autorité supérieure et voies de fait et outrage à supérieur, ayant fait l'objet du jugement du tribunal militaire de Blida en date du 30 avril 1969.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 octobre 1984.

Chadli BENDJEDID

**Décret du 24 octobre 1984 portant mesures de grâce en faveur des moudjahidine et des veuves et enfants de chahid, à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 111-13° ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature ;

Sur proposition du ministre de la justice.

**Décète :**

Article 1er. — Des grâces et remises de peines sont édictées à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, dans les conditions définies par le présent décret.

Art. 2. — Bénéficient de la grâce pour le restant de leur peine, tous les moudjahidine, tels que visés par le décret n° 70-79 du 12 juin 1970, les veuves et les enfants de chahid, condamnés définitifs à une peine privative de liberté d'une durée égale ou inférieure à 5 ans ou dont le restant de la peine est égal ou inférieur à 5 ans, à l'exception de ceux qui ont été condamnés pour assassinat, homicide volontaire et viol.

Art. 3. — Bénéficient d'une remise de peine égale à la moitié du restant de la peine, sans que cette remise soit inférieure à 5 ans, tous les moudjahidine, tels que visés par le décret n° 70-79 du 12 juin 1970, les veuves et les enfants de chahid, condamnés définitifs, dont le restant de la peine est supérieur à 5 ans, à l'exception de ceux qui ont été condamnés pour assassinat, homicide volontaire et viol,

Art. 4. — Ces mesures de grâce ne peuvent se cumuler avec toute autre mesure de grâce édictée, à titre général, pour le même événement visé à l'article 1er ci-dessus.

Art. 5. — Les mesures prévues par le présent décret seront individualisées par décision conjointe du ministre de la justice et du ministre des moudjahidine.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 octobre 1984.

Chadli BENDJEDID

**Décret du 24 octobre 1984 portant mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 111-13° ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature ;

Sur proposition du ministre de la justice,

**Décète :**

Article 1er. — Des grâces et remises de peines sont édictées à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, dans les conditions définies par le présent décret.

Art. 2. — Sont graciées et leurs peines commuées en réclusion perpétuelle, les personnes condamnées à la peine capitale, dont la condamnation est devenue définitive et dont les noms suivent :

— Merabet Ahmed, condamné à la peine capitale le 28 juin 1981 par le tribunal criminel de Annaba,

— Mechekara Younès, condamné à la peine capitale le 15 mars 1982 par le tribunal militaire d'Oran.

Art. 3. — Sont commuées en réclusion pour une durée égale à 20 ans, les peines de réclusion perpétuelle.

Art. 4. — Bénéficient d'une remise de peine égale à 3 ans, les personnes condamnées à une peine privative de liberté égale ou supérieure à 15 ans, jusqu'à 20 ans, sans que le cumul des remises à elles accordées, dépasse le tiers de la condamnation initiale.

Art. 5. — Bénéficient d'une remise de peine égale à 2 ans, les personnes condamnées définitivement à une peine privative de liberté, égale ou supérieure à 10 ans et inférieure à 15 ans, sans que le cumul des remises à elles accordées, dépasse le tiers de la condamnation initiale.

Art. 6. — Bénéficient d'une remise de peine égale à 1 an, les personnes condamnées définitivement à une peine privative de liberté égale ou supérieure à 5 ans et inférieure à 10 ans, sans que le cumul des remises à elles accordées, dépasse le tiers de la condamnation initiale.

**Art. 7.** — Bénéficient d'une remise de peine égale à 6 mois, les délinquants primaires condamnés définitivement à une peine privative de liberté égale ou supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans.

**Art. 8.** — Bénéficient d'une remise de peine égale à 3 mois, les délinquants primaires condamnés définitivement à une peine privative de liberté inférieure à 1 an.

**Art. 9.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 octobre 1984.

Chadli BENDJEDID

## MINISTERE DE LA CULTURE ET DU TOURISME

**Arrêté du 24 mai 1984 portant proclamation des résultats des élections des représentants du personnel à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service.**

Par arrêté du 24 mai 1984, les fonctionnaires dont les noms suivent, sont proclamés élus en qualité de représentants du personnel à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service relevant du ministère de la culture et du tourisme :

### Membres titulaires :

M. Mohamed Tahar Saada,  
M. El-Machri Derrouche ;

### Membres suppléants :

M. Mohamed Belkadi,  
Mme Zohra Maouche.

**Arrêté du 9 juin 1984 portant désignation des représentants de l'administration à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service.**

Par arrêté du 9 juin 1984, les fonctionnaires dont les noms suivent, sont désignés en qualité de représentant de l'administration à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service relevant du ministère de la culture et du tourisme :

### Membres titulaires :

M. Moussa Baouche,  
M. Bachir Sakhri ;

### Membres suppléants :

M. Mouhamed Bouchahlata,  
M. Belkacem Ayad.

M. Moussa Baouche est nommé président de la commission paritaire.

En cas d'empêchement, M. Mohamed Bouchahlata est désigné pour le remplacer.

## MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions de directeur général de l'office national pour l'orientation, le suivi et la coordination de l'investissement privé national.**

Par décret du 21 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'office national pour l'orientation, le suivi et la coordination de l'investissement privé national, exercées par M. M'Hamed Boukhobza, appelé à d'autres fonctions.

**Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études.**

Par décret du 21 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions de directeur d'études, exercées par M. Ghazi Hidouci appelé à d'autres fonctions.

## MINISTERE DES INDUSTRIES LEGERES

**Décision du 15 septembre 1984 portant approbation de la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie le 2 décembre 1982 par la commission de reclassement des moudjahidine de la wilaya de Blida.**

Par décision du 15 septembre 1984, est approuvée la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie le 5 décembre 1982 par la commission de reclassement des moudjahidine de la wilaya de Blida, prévue par le décret n° 67-169 du 24 août 1967 portant création de licences de débits de tabacs au profit des anciens membres de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N.

NOMS ET PRENOMS	Centres d'exploitation	Daira
Feloussi Mohamed ben Aissa	Oued El Alleug	El Affroun
Zedri Khellil ben Mohamed	Oued El Alleug	El Affroun
Boularès Mohamed ben Mohamed	Oued El Alleug	El Affroun
Benyoutou Abdelkader ben Cheikh	Oued El Alleug	El Affroun

TABLEAU (Sulte)

NOMS ET PRENOMS	Centres d'exploitation	Daira
Djebri Taïeb ben Abderrahmane	Oued El Alleug	El Affroun
Berrichi Semlane ben Ahmed	Oued El Alleug	El Affroun
Boudjemaâ M'hamed	Chiffa	El Affroun
Ouchène Rabah ben Koulder	Chiffa	El Affroun
Slimane Rabah ben Abdelkader	Chiffa	El Affroun
Amara Amar ben Ali	Chiffa	El Affroun
El Mehdi Hedjalla Belkacem ben Abdelkader	Mouzaia	El Affroun
Ben Youcef Ahmed Ben Mohamed	Mouzaia	El Affroun
Laghemat Laredj ben Mohamed	Mouzaia	El Affroun
El Ouenfoufi Tayeb ben Ali	El Affroun	El Affroun
El Arès Rabah ben Mohamed	El Affroun	El Affroun
Kermi Tayeb ben Djillali	El Affroun	El Affroun
Faïdi Abdelkader ben Yahia	El Affroun	El Affroun

# **MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

Arrêté du 24 septembre 1984 portant délégation de signature au chef de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 82-506 du 25 décembre 1982 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 83-129 du 12 février 1983 déterminant les missions des organes de l'administration centrale du département ministériel ainsi que leur personnel, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 84-13 du 22 janvier 1984 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 1er mai 1984 portant nomination de M. Hamid Rachî en qualité de chef de cabinet ;

## **Arrête :**

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Hamid Rachî, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de la jeunesse et des sports, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 septembre 1984.

Kamel BOUCHAMA.